

# Institute of National Remembrance

<https://ipn.gov.pl/en/news/9100,We-Are-Telling-the-World-about-Poland-Tanks-against-Solidarity.html>

26.05.2024, 20:34

11.12.2021

---

## We Are Telling the World about Poland: Tanks against Solidarity

On the 40th anniversary of the introduction of Martial Law in Poland, texts about Poland will soon be published in the media in over 60 countries, including a feature by the President of the Institute of National Remembrance, Karol Nawrocki, Ph.D. "Tanks against Solidarity". It will be the next edition of the project "We are Telling the World about Poland". The texts will be accessible in their newspapers and on websites to readers in France, Germany, Russia, Italy and Spain, as well as in Asian, African and South American countries. In France, the "Special Pologne" supplement was published in the "L'Opinion" daily.

# En décembre 1981, des chars envoyés contre Solidarnosc

**L**e scénario était toujours le même ou presque : cogneurs dans les portes, suivis parfois d'intrusions de force, maison ou appartement mis sens dessus dessous, intimidation ou coups, quelques secondes à peine pour s'habiller... Puis venait le temps de la séparation, brutale, avec les proches, et l'inquiétude du lendemain. C'est ce qu'ont vécu, dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981 - la première nuit de l'état de



KAROL NAWROCKI est président de l'Institut polonais de la mémoire nationale.

guerre en Pologne - plus de 3 000 des principaux activistes du syndicat indépendant Solidarnosc, ainsi que des personnes entretenant des liens lointains avec l'opposition démocratique, qui furent arrêtés, puis internés dans des camps isolés du reste du pays. Parmi les activistes arrêtés par ces équipes composées d'agent de la milice et de la police politique figurait Antoni Heda. Ce résistant plein de mérite du temps de l'occupation allemande et de la lutte clandestine, après la guerre, contre le gouvernement stalinien de Pologne avait déjà été, dans les années 1940, emprisonné à plusieurs reprises : par les Soviétiques, les Allemands et enfin par les communistes polonais. Quelques jours après son soixante-cinquième anniversaire, il a été une fois de plus considéré par le régime rouge comme dangereux pour la « sécurité de l'Etat et l'ordre public ». Il a été interné dans un centre d'isolement à Warszawa-Białoleka. Dans un autre centre - celui de Łęczyca - a été interné Marek Edelman, médecin originaire de Łódź, en 1943 l'un des chefs de l'héroïque soulèvement du ghetto de Varsovie.

La loi martiale qui s'ensuivit est communément appelée « guerre polono-jaruzelskienne ». Wojciech Jaruzelski, numéro un dans l'appareil communiste du pouvoir, a déclaré la guerre à la Nation. Il a envoyé des chars dans les rues pour étouffer les aspirations indépendantistes de la société, symbolisées par le mouvement Solidarnosc qui comptait des millions d'adhérents. Les mois de l'état de guerre ont constitué une période de la plus grande terreur et iniquité depuis les temps stalinien. Le pouvoir qui se disait populaire tirait - comme en 1956 et 1970 - sur les

et le sérieux du pouvoir doivent s'exprimer (...) dans le dialogue et non pas dans la violence. » Il exhortait l'équipe du général Jaruzelski à respecter « les droits de chaque homme et citoyen », tout en réprochant les effets néfastes du « malheureux état de guerre ». A la veille de Noël 1981, dans la fenêtre de l'appartement papal, bien visible depuis la place Saint-Pierre, un cierge a été allumé en solidarité avec la nation souffrante.

L'exemple fut suivi à la Maison Blanche, le président américain Ronald Reagan invitant ses compatriotes à faire de même. « Nous, les habitants du Monde Libre, exprimons notre solidarité avec nos frères et nos sœurs polonais. Leur cause est la nôtre, et en ce temps de Noël, nos prières et notre espérance vont en leur direction », déclarait-il dans sa célèbre allocution télévisée du 23 décembre 1981.

Ces gestes de Jean-Paul II et de Reagan trouvent aujourd'hui leur continuité dans l'action « Allumez la lumière de la liberté » menée par l'Institut de mémoire nationale, institution que j'ai le plaisir de diriger. Chaque 13 décembre, nous invitons les Polonais, mais aussi les habitants du monde, à allumer à leur fenêtre, ou virtuellement, un cierge en l'honneur des victimes de la loi martiale de 1981. Cette action perdurera dans les années à venir.

**Héritage.** L'événement qui a eu, il y a quarante ans, une extraordinaire résonance, a été l'émission de télévision « Let Poland be Poland » (Laissez la Pologne être la Pologne), diffusée le 31 janvier 1982 et attirant un public de presque 200 millions de téléspectateurs dans de nombreux pays. L'émission était une référence à la Journée de solidarité avec la Pologne instaurée par l'administration américaine. A part des politiciens, s'y sont produits de nombreux artistes : Paul McCartney, Kirk Douglas ou Frank Sinatra. Ce dernier a même chanté en polonais.

L'émission « Let Poland be Poland » a intéressé les services secrets communistes polonais. Une cassette vidéo comprenant une version courte de l'émission diffusée à la



Un véhicule blindé de l'armée stationné dans les rues de Varsovie, en décembre 1981.

télévision allemande se trouve aujourd'hui à Varsovie, au même titre que d'autres fonds d'archive des institutions d'oppression repris par l'Institut de mémoire nationale. Dans nos locaux à Varsovie, nous mettons à disposition des chercheurs et des journalistes polonais et étrangers des centaines de dossiers d'archive du temps de l'état de guerre.

Grâce à cet héritage, nous ne sommes plus condamnés à lire les souvenirs édulcorés de Jaruzelski qui, des années plus tard, essayait de présenter l'état de guerre comme un « moindre mal » - la défense du pays pour s'épargner une prétendue intervention soviétique. Malgré la destruction massive des dossiers au moment où le système tirait à sa fin, de nombreux documents conservés remettent en question la narration de Jaruzelski et de ses acolytes. Nos chercheurs et éducateurs puisent volontiers dans ces documents. De leur travail émerge, peu à peu, la vérité sur ce qu'a été l'état de guerre.

De nombreux Polonais ont vécu la transformation entamée en 1989 comme une injustice. Ceux qui, du temps du communisme, s'étaient opposés au régime, ont payé un lourd tribut - emprisonnement, carrières brisées, émigration parfois, vie privée abîmée. La plupart du temps, leurs bourreaux et les dirigeants de l'époque n'ont pas été inquiétés et ont vécu une vie paisible après 1989. En 2014, Jaruzelski a été inhumé au cimetière militaire de Powązki à Varsovie - l'Arlington polonais. L'Institut de mémoire nationale essaye - autant qu'il peut - de réparer ces négligences. Les procureurs de l'Institut intentent des procédures visant la levée d'immunité des juges et des procureurs qui, du temps de l'état de guerre ou plus tard, ont poursuivi, jugé et condamné les militants de l'opposition. Nous ne remonterons pas le temps, mais la volonté de rétablir une justice élémentaire est un devoir de tout état démocratique.

Karol Nawrocki

# En décembre 1981, des chars envoyés contre Solidarnosc

**L**e scénario était toujours le même ou presque : cognements dans les portes, suivis parfois d'intrusions de force, maison ou appartement mis sens dessus dessous, intimidation ou coups, quelques secondes à peine pour s'habiller... Puis venait le temps de la séparation, brutale, avec les proches, et l'inquiétude du lendemain. C'est ce qu'ont vécu, dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981 - la première nuit de l'état de guerre en Pologne - plus de 3 000



**KAROL NAWROCKI** est président de l'Institut polonais de la mémoire nationale.

des principaux activistes du syndicat indépendant Solidarnosc, ainsi que des personnes entretenant des liens lointains avec l'opposition démocratique, qui furent arrêtés, puis internés dans des camps isolés du reste du pays.

Parmi les activistes arrêtés par ces équipes composées d'agent de la milice et de la police politique figurait Antoni Hieda. Ce résistant plein de mérite du temps de l'occupation allemande et de la lutte clandestine, après la guerre, contre le gouvernement stalinien de Pologne avait déjà été, dans les années 1940, emprisonné à plusieurs reprises par les Soviétiques, les Allemands et enfin par les communistes polonais. Quelques jours après son soixante-cinquième anniversaire, il a été une fois de plus considéré par le régime rouge comme dangereux pour la « sécurité de l'Etat et l'ordre public ». Il a été interné dans un centre d'isolement à Warszawa-Białoleka. Dans un autre centre - celui de Łęczyca - a été interné Marek Edelman, médecin originaire de Łódź, en 1943 l'un des chefs de l'héroïque soulèvement du ghetto de Varsovie.

La loi martiale qui s'ensuivit est communément appelée « guerre polono-jaruzelskienne ». Wojciech Jaruzelski, numéro un dans l'appareil communiste du pouvoir, a déclaré la guerre à la Nation. Il a envoyé des chars dans les rues pour étouffer les aspirations indépendantistes de la société, symbolisées par le mouvement Solidarnosc qui comptait des millions d'adhérents. Les mois de l'état de guerre ont constitué une période de la plus grande terreur et inquiétude depuis les temps stalinien. Le pouvoir qui se disait populaire trait - comme en 1956 et 1970 - sur les

et le sérieux du pouvoir doivent s'exprimer (...) dans le dialogue et non pas dans la violence. » Il exhortait l'équipe du général Jaruzelski à respecter « les droits de chaque homme et citoyen », tout en réprochant les effets néfastes du « malheureux état de guerre ». A la veille de Noël 1981, dans la fenêtre de l'appartement papal, bien visible depuis la place Saint-Pierre, un cerge a été allumé en solidarité avec la nation souffrante.

L'exemple fut suivi à la Maison Blanche, le président américain Ronald Reagan invitant ses compatriotes à faire de même. « Nous, les habitants du Monde Libre, exprimons notre solidarité avec nos frères et nos sœurs polonais. Leur cause est la nôtre, et en ce temps de Noël, nos prières et notre espérance vont en leur direction », déclarait-il dans sa célèbre allocution télévisée du 23 décembre 1981.

Ces gestes de Jean-Paul II et de Reagan trouvent aujourd'hui leur continuité dans l'action « Allumez la lumière de la liberté » menée par l'Institut de mémoire nationale, institution que j'ai le plaisir de diriger. Chaque 13 décembre, nous invitons les Polonais, mais aussi les habitants du monde, à allumer à leur fenêtre, ou virtuellement, un cerge en l'honneur des victimes de la loi martiale de 1981. Cette action perdurera dans les années à venir.

**Héritage.** L'événement qui a eu, il y a quarante ans, une extraordinaire résonance, a été l'émission de télévision « Let Poland be Poland » (Laissez la Pologne être la Pologne), diffusée le 31 janvier 1982 et attirant un public de presque 200 millions de téléspectateurs dans de nombreux pays. L'émission était une référence à la Journée de solidarité avec la Pologne instaurée par l'administration américaine. A part des politiciens, s'y sont produits de nombreux artistes : Paul McCartney, Kirk Douglas ou Frank Sinatra. Ce dernier a même chanté en polonais.

L'émission « Let Poland be Poland » a intéressé les services secrets communistes polonais. Une cassette vidéo comprenant une version courte de l'émission diffusée à la



Un véhicule blindé de l'armée stationné dans les rues de Varsovie, en décembre 1981.

télévision allemande se trouve aujourd'hui à Varsovie, au même titre que d'autres fonds d'archive des institutions d'oppression repris par l'Institut de mémoire nationale. Dans nos locaux à Varsovie, nous mettons à disposition des chercheurs et des journalistes polonais et étrangers des centaines de dossiers d'archive du temps de l'état de guerre.

Grâce à cet héritage, nous ne sommes plus condamnés à lire les souvenirs édulcorés de Jaruzelski qui, des années plus tard, essayait de présenter l'état de guerre comme un « moindre mal » - la défense du pays pour s'épargner une prétendue intervention soviétique. Malgré la destruction massive des dossiers au moment où le système tirait à sa fin, de nombreux documents conservés remettent en question la narration de Jaruzelski et de ses acolytes. Nos chercheurs et éducateurs peuvent volontiers dans ces documents. De leur travail émerge, peu à peu, la vérité sur ce qu'a été l'état de guerre.

De nombreux Polonais ont vécu la transformation entamée en 1989 comme une injustice. Ceux qui, du temps du communisme, s'étaient opposés au régime, ont payé un lourd tribut - emprisonnement, carrières brisées, émigration parfois, vie privée abîmée. La plupart du temps, leurs bourreaux et les dirigeants de l'époque n'ont pas été inquiétés et ont vécu une vie paisible après 1989. En 2014, Jaruzelski a été inhumé au cimetière militaire de Powązki à Varsovie - l'Arlington polonais. L'Institut de mémoire nationale essaye - autant qu'il peut - de réparer ces négligences. Les procureurs de l'Institut intentent des procédures visant la levée d'immunité des juges et des procureurs qui, du temps de l'état de guerre ou plus tard, ont poursuivi, jugé et condamné les militants de l'opposition. Nous ne remonterons pas le temps, mais la volonté de rétablir une justice élémentaire est un devoir de tout état démocratique.

Karol Nawrocki

**Malgré la destruction massive des dossiers au moment où le système tirait à sa fin, de nombreux documents conservés remettent en question la narration de Jaruzelski et de ses acolytes**

ouvriers. La « pacification » de la mine « Wujek » de Katowice le 16 décembre 1981 s'est soldée par la mort de neuf personnes. Le nombre d'internés dans toute la Pologne a rapidement avoisiné les 10 000 personnes. Les prisons aussi se remplissaient. Ewa Kubasiiewicz originaire de Gdynia - gréviste et coauteure d'un tract appelant à la résistance - a été condamnée à une peine de neuf ans de prison ferme! Des verdicts très sévères ont été prononcés à l'encontre de différentes manifestations contre le pouvoir, comme le fait d'avoir écrit sur un mur « A bas le communisme ».

Dans cette période si difficile, le nom de la Pologne était sur les lèvres du monde entier. Les régimes communistes, l'URSS en tête, soutenaient fermement Jaruzelski alors que l'Occident sympathisait avec les persécutés. Des manifestations de solidarité avec les Polonais, comptant des milliers de participants, ont traversé Paris, Munich, Rome, et même la lointaine Melbourne. Une vague d'aide humanitaire sans précédent a traversé l'Allemagne, la France ou la Suède. Les Polonais - y compris les familles des activistes de Solidarnosc - ont reçu des colis de nourriture, de médicaments, de vêtements etc., vivant ces gestes de solidarité comme des moments de joie extrême en ces temps crépusculaires.

Le pape Jean-Paul II a lui aussi manifesté sa solidarité avec ses compatriotes. « La force

## Il n'y a pas d'autre exemple de pays dont les autorités ont déclaré la guerre à leur population

Dans l'histoire récente, il n'y a pas d'exemple de pays dont les autorités auraient déclaré la guerre à leur propre population. On peut estimer que le communisme était un système où les autorités menaient une guerre permanente contre les leurs, mais avoir instauré, en plus, un état de guerre n'est arrivé qu'en 1981 dans la Pologne communiste.

Solidarnosc a été le plus grand défi idéologique et politique lancé au système communiste. Ne parvenant pas à maîtriser les grèves à répétition, les autorités ont accepté de rendre légale une organisation qui n'était pas qu'un simple syndicat. C'était aussi un mouvement de masse d'opposition au pouvoir. Un scandale idéologique : dans un Etat prétendument gouverné au nom de la « classe ouvrière », ce groupe social s'était organisé contre le pouvoir. Plus de 12 mois de luttes ont entraîné l'affaiblissement du syndicat et l'épuisement de la société, tandis que la pression du Kremlin et la volonté de conserver le pouvoir ont abouti à cette décision désespérée de l'équipe de Jaruzelski d'instaurer un état de guerre. Cela s'est fait sous la menace de l'intervention soviétique dont on sait aujourd'hui qu'elle



**WOJCIECH ROSZKOWSKI** est professeur, historien, et économiste. Il est l'auteur de « La nouvelle Histoire de la Pologne 1914-2011 » en sept volumes. Il a été député européen de 2004 à 2009.

était un bluff du Kremlin.

Tant que l'obéissance au système relevait des questions de la vie « civile », les autorités avaient une certaine efficacité. Mais du moment où les méthodes « civiles » de forcer cette obéissance ont montré leurs limites, les choses ont pris un tour bien différent.

L'armée « populaire » était hybride. Les effectifs d'officiers d'avant-guerre avaient été éliminés pour être remplacés par des effectifs soviétiques ou, plus tard, par des effectifs très soigneusement sélectionnés, d'origine polonaise, mais loyaux envers Moscou.

Posséder un diplôme d'une école militaire soviétique était la clé pour espérer faire carrière dans les rangs supérieurs de l'armée.

**Dilemmes.** Alors que ses chefs étaient éduqués dans l'esprit de l'internationalisme « soviétique » et de la nécessité historique de soumettre la Pologne à l'URSS, les millions de jeunes Polonais, enrôlés au service militaire obligatoire, avaient des sentiments plus mitigés. C'était un mélange de méfiance envers le communisme et les Soviétiques, de l'humiliation de la contrainte

et de l'endoctrinement politique, mais aussi de résignation s'amplifiant avec le temps et un mélange d'adaptation.

L'instauration de la loi martiale a rendu la question de la loyauté plus délicate. La décision honteuse d'avoir dirigé l'armée contre la Nation a fait que, d'un côté, la discipline exigeait d'agir conformément aux intérêts du Kremlin, mais de l'autre, elle posait des dilemmes moraux allant jusqu'à la résistance. Evidemment, plus haut on était dans la hiérarchie, moins on doutait.

La société y a survécu, mais n'en est pas sortie indemne. La résistance, vu le contexte plus que dramatique, a été relativement forte, mais pas suffisamment pour entraîner une bien plus grande catastrophe. En plus, la chute pacifique du système a fait naître un contexte dans lequel il ne sera jamais possible de dresser un réel bilan ni de punir les coupables. Ironie du sort, Jaruzelski fut d'ailleurs élu président de la République en 1989. Au-delà d'une condamnation officielle, la Pologne n'a pas créé de conditions propices à ce que les responsables de l'époque rendent des comptes moralement et juridiquement. Indépendamment du fait si un tel bilan est encore envisageable, il est nécessaire d'établir les critères de jugement des attitudes des uns et des autres. Dans une Pologne souveraine, il ne devrait pas y avoir de doutes sur ce qui sert ou pas sa sécurité et sa réussite.

Wojciech Roszkowski

## **Karol Nawrocki, President of the National Remembrance Institute**

---

### Tanks against “Solidarity”

Forty years ago, FC Liverpool won the European Cup, Metallica was formed, and Robert de Niro collected an Oscar Award for his outstanding performance in the role of Jake LaMotta in Raging Bull. In Poland, 1981 was marked by another event: the communist regime declared a war against its own nation.

The scenario was similar everywhere: loud pounding on the door, sometimes forced entry, vandalism of the apartment, threats, and even beating people up. There was usually just a moment to get dressed, followed by brutal separation from the family, and uncertainty about the future. This is how over three thousand internees remembered the night of 12th/ 13th December 1981, the first night of martial law in Poland. Leading activists of the “Solidarity” independent trade union were detained, but also people less involved in the democratic opposition.

Those arrested by the police and security forces that night included Antoni Heda, living in the village of Kanie near Warsaw. That distinguished partisan commander from the times of the German occupation and the post-war underground’s fight for independence had already been imprisoned several times in the 1940s: by the Soviets, by the Germans, and finally by their native-born communists. Shortly after his sixtieth birthday, he was again considered by the Red regime to be a threat to “national security and public order.” He was placed in a detention facility in Warsaw – Białołęka. Another centre, in Łęczycza,

held a doctor from Łódź, Marek Edelman, one of the leaders of the heroic uprising of 1943 in the Warsaw ghetto.

What happened in Poland that frosty December and in the following months is sometimes referred to as a war between Poland and General Jaruzelski. Wojciech Jaruzelski, top of the hierarchy in the communist government, declared a war against his own nation. He moved to bring out tanks to suppress society's demands for independence, symbolised by the "Solidarity" movement which had assembled millions behind it.

It was possibly the period of greatest terror and lawlessness since the beginning of Stalinist times. The government that claimed to be the "people's" government again shot workers, just like in 1956 and 1970. "Pacification" of the strike in the "Wujek" mine in Katowice on 16 December 1981 brought about nine fatalities. The number of internees across Poland approached ten thousand people. Prisons soon also got full. Ewa Kubasiewicz from Gdynia, participant in the strike and co-author of the leaflet calling for resistance, was sentenced to ten years imprisonment! Draconian sentences were also administered for offences such as painting "Down with communism" graffiti on walls.

In that difficult period all the world was talking about Poland. Communist regimes led by the Soviet Union backed General Jaruzelski. The West clearly sympathised with the persecuted. Manifestations of

solidarity with the Poles took place in Paris, Munich, Rome, and even in distant Melbourne. An unprecedented wave of selfless humanitarian aid for Poland started to arrive. Parcels and transports with food, medication, and other donations flew to Poland from West Germany, France, and Sweden. Beneficiaries, including families of the repressed, could enjoy a moment of happiness in those dark times.

Pope John Paul II also expressed his solidarity with his persecuted compatriots during those sad months. "The strength and solemnity of power is expressed in (...) dialogue, not in the use of violence," he appealed to Jaruzelski's government. He asked for the "rights of every human being and citizen" to be respected and denounced the effects of the "unfortunate martial law." On that Christmas Eve, the papal apartment window, well visible from St. Peter's Square in the Vatican, featured a candle as a beacon of solidarity with the suffering nation.

The same gesture was taken up by Ronald Reagan in the White House. The President of the USA called for his compatriots to also light candles in their windows. "[...] we the people of the Free World stand as one with our Polish brothers and sisters. Their cause is ours, and our prayers and hopes go out to them this Christmas;" he said in his memorable address to the nation of 23 December 1981.

Those gestures by Pope John Paul II and Ronald Reagan are referred to in the campaign "Light the Light of Freedom" by the Institute of National Remembrance (IPN), the institution I have the honour to manage. On each December 13, we encourage Poles, and also people all over the world, to light a candle in their windows, or virtually on the

Internet, to commemorate the victims of martial law. This campaign will be continued year after year.

Another action that resonated 40 years ago was the TV programme “Let Poland be Poland” broadcast on 31st January 1982 and watched by almost 200 million viewers in many countries. It referred to the Day of Solidarity with Poland announced by the American administration. Apart from politicians, it featured famous artists, including Paul McCartney, Kirk Douglas, and Frank Sinatra. The last of these even sang in Polish.

“Let Poland be Poland” gathered interest from the communist secret service in Poland. A video tape with the abbreviated version broadcast on West German TV is now kept in the IPN Archive in Warsaw as are other materials taken from the former security service. We also have hundreds of volumes of files from martial law to be made available to scientists and journalists, both from Poland and abroad. Owing to this heritage, we are not restricted to the sugared memoirs of Jaruzelski, who tried to present the martial law years later as a “lesser evil”, an attempt to defend the country against the alleged threat of Soviet intervention. Despite the mass destruction of files at the end of the communist regime, abundant materials have survived to undermine the narration pursued by Jaruzelski and his collaborators. Our scientists and educators often use these resources. It is through them that the truth about martial law slowly finds its way to an increasingly wider public domain.

After 1989, many Poles lived with a sense of transformational injustice.

Those who opposed the communist regime often paid a high price for doing so: imprisonment, broken careers, sometimes emigration, destroyed private lives. Their oppressors and decision-makers from those times crossed through the systemic transformation with dry feet and lived undisturbed in free Poland. Nevertheless, in 2014 Jaruzelski was buried with honours at the Military Cemetery at Warsaw's Powązki, the Polish Arlington. The Institute of National Remembrance attempts to make up for that negligence, as far as is still possible. Prosecutors from the Institute of National Remembrance are applying for a waiver of the immunities applied to those judges and prosecutors who prosecuted or sentenced members of the opposition during martial law and in the years which followed. We cannot take back the time, but to strive to restore elementary justice is the duty of a democratic state governed by the rule of law.

## **Karol Nawrocki, Président de l'Institut de la mémoire nationale de Pologne**

---

### **Les chars contre Solidarnosc**

Le scénario était toujours le même ou presque : tapage dans la porte, parfois intrusion de force, maison ou appartement mis sens dessus dessous, intimidation ou coups, court laps de temps laissé pour s'habiller. Puis venaient la séparation brutale d'avec les proches et l'inquiétude du lendemain. C'est ce qu'ont vécu, dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981 – la première nuit de l'état de guerre en Pologne – plus de trois mille plus hauts



activistes du syndicat indépendant Solidarnosc, mais aussi des personnalités entretenant des liens assez lâches avec l'opposition démocratique, arrêtés et puis internés de force dans des camps isolés.

Parmi les activistes arrêtés par ces équipes composées d'agent de milice et de police politique figurait Antoni Heda. Ce résistant plein de mérite du temps de l'occupation allemande et de la lutte clandestine contre le gouvernement stalinien de Pologne après la guerre avait déjà été, dans les années 1940, emprisonné à plusieurs reprises : par les Soviétiques, les Allemands et enfin par les communistes polonais. Quelques jours après son soixante-cinquième anniversaire, il a été considéré par le régime rouge, une fois de plus, comme dangereux pour la « sécurité de l'État et l'ordre public ». Il a été interné dans un centre d'isolement à Warszawa-Białołęka. Dans un autre centre - celui de Łęczyca - a été interné Marek Edelman, médecin originaire de Łódź, en 1943 l'un des chefs de l'héroïque soulèvement du ghetto de Varsovie.

Ce qui a suivi l'instauration de la loi martiale est souvent appelé « guerre polono-jaruzelskienne ». Wojciech Jaruzelski, numéro un dans l'appareil communiste du pouvoir, a déclaré la guerre à la nation. Il a envoyé des chars dans les rues pour étouffer les aspirations indépendantistes de la société, symbolisées par le mouvement Solidarnosc qui comptait des millions d'adhérents. Les mois de l'état de guerre étaient une période de la plus grande terreur et iniquité depuis les temps staliniens. Le pouvoir qui se disait populaire tirait - comme en 1956 et 1970 - sur les ouvriers. La « pacification » de la

mine « Wujek » de Katowice le 16 décembre 1981 s'est soldée par la mort de neuf personnes. Le nombre d'internés dans toute la Pologne avoisinait rapidement 10 000 personnes. Les prisons aussi se remplissaient. Ewa Kubasiewicz originaire de Gdynia – gréviste et coauteure d'un tract appelant à la résistance – a été condamnée à une peine de neuf ans de prison ferme ! Des verdicts draconiens étaient réservés pour tout un tas d'actions contre le pouvoir, comme par exemple pour avoir écrit sur un mur « À bas le communisme ».

Dans cette période si difficile, la Pologne était sur les lèvres du monde entier. Les régimes communistes, l'URSS en tête, soutenaient fermement Jaruzelski alors que l'Occident sympathisait avec les persécutés. Des manifestations de solidarité avec les Polonais, comptant des milliers de participants, ont traversé Paris, Munich, Rome, et même la lointaine Melbourne. Une vague d'aide humanitaire sans précédent a traversé l'Allemagne, la France ou la Suède. Les Polonais – y compris les familles des activistes de Solidarnosc – recevaient des colis de nourriture, de médicaments, de vêtements etc., en vivant ces gestes de solidarité comme des moments de joie extrême en ces temps crépusculaires.

Aussi, le pape Jean-Paul II manifestait sa solidarité avec ses compatriotes. « La force et le sérieux du pouvoir doit s'exprimer (...) dans le dialogue et non pas dans la violence ». Il exhortait l'équipe du général Jaruzelski à respecter « les droits de chaque homme et citoyen », tout en réprouvant les effets néfastes du « malheureux état de guerre ». À la veille de Noël 1981, dans la fenêtre de l'appartement

papal, bien visible depuis la place Saint-Pierre, un cierge a été allumé en solidarité avec la nation souffrante.

Le geste recopié à la Maison Blanche par le président américain. Ronald Reagan a invité ses compatriotes à faire de même. « Nous, les habitants du Monde Libre, exprimons notre solidarité avec nos frères et nos sœurs polonais. Leur cause est la nôtre, et en ce temps de Noël, nos prières et notre espérance vont en leur direction », disait-il dans sa célèbre allocution télévisée du 23 décembre 1981.

Ces gestes de Jean-Paul II et de Reagan trouvent aujourd'hui leur continuité dans l'action « Allumez la lumière de la liberté » menée par l'Institut de mémoire nationale, institution que j'ai le plaisir de diriger. Chaque 13 décembre nous invitons les Polonais, mais aussi les habitants du monde, à allumer dans leur fenêtre, ou virtuellement, une cierge en l'honneur des victimes de la loi martiale de 1981. Cette action sera continuée dans les années à venir.

L'événement qui a eu, il y a 40 ans, une extraordinaire résonance, a été l'émission de télévision « Let Poland be Poland » (Laissez la Pologne être la Pologne), diffusée le 31 janvier 1982 et attirant un public de presque 200 millions de personnes dans de nombreux pays du monde. L'émission était une référence à la Journée de solidarité avec la Pologne instaurée par l'administration américaine. À part des politiciens, s'y sont produits de nombreux artistes : Paul McCartney, Kirk Douglas ou Frank Sinatra. Ce dernier a même chanté en polonais.

L'émission « Let Poland be Poland » a intéressé les services secrets

communistes polonais. Une cassette vidéo comportant une version courte de l'émission diffusée à la télévision allemande se trouve aujourd'hui à Varsovie, comme d'autres fonds d'archive des institutions d'oppression repris par l'Institut de mémoire nationale. Dans nos locaux à Varsovie, nous mettons à disposition des chercheurs et des journalistes polonais et étrangers des centaines de dossiers d'archive du temps de l'état de guerre. Grâce à cet héritage, nous ne sommes plus condamnés à lire les souvenirs édulcorés de Jaruzelski, qui des années plus tard essayait de présenter l'état de guerre comme un « moindre mal » - la défense du pays devant une prétendue intervention soviétique. Malgré la destruction massive des dossiers au moment où le système tirait à sa fin, de nombreux documents conservés mettent en question la narration de Jaruzelski et de ses acolytes. Nos chercheurs et éducateurs puisent volontiers dans ces documents. De leur travail émerge, peu à peu, la vérité sur ce qu'a été l'état de guerre.

De nombreux Polonais ont vécu la transformation entamée en 1989 comme une injustice. Ceux qui, du temps du communisme, s'étaient opposés au régime, en payaient un lourd tribut - emprisonnement, carrières brisées, émigration parfois, vie privée abîmée. Leurs bourreaux et les dirigeants du moment la plupart du temps n'étaient pas dérangés et vivaient une vie tranquille après 1989. Encore en 2014, Jaruzelski a été inhumé au cimetière militaire de Powązki à Varsovie - l'Arlington polonais. L'Institut de mémoire nationale essaye - autant qu'il peut - de réparer ces négligences. Les procureurs de l'Institut intentent des procédures visant la levée d'immunité des juges

et des procureurs qui du temps de l'état de guerre et plus tard avaient poursuivis, jugé et condamné les militants de l'opposition. Nous ne remonterons pas le temps, mais la volonté de rétablir une justice élémentaire est un devoir de tout état démocratique.

## **Karol Nawrocki, Presidente dell'Istituto della Memoria Nazionale**

---

### **Carri armati contro la “Solidarność”**

40 anni fa il FC Liverpool vinceva la Coppa dei Campioni, si formava il gruppo musicale Metallica e Robert de Niro riceveva un Oscar per la sua brillante interpretazione del pugile Jake LaMotta in Toro Scatenato. In Polonia, il 1981 fu segnato da un altro evento: il regime comunista dichiarò guerra al suo stesso popolo.

Lo scenario era simile ovunque: forti colpi alle porte, a volte irruzioni con la forza, demolizione di case, intimidazioni o addirittura pestaggi. Di solito, veniva lasciato solo un momento per vestirsi, e poi c'era la brutale separazione dai propri cari e l'incertezza sul futuro. Per più di 3 mila internati, la notte tra il 12 e il 13 dicembre 1981 fu così - la prima notte di legge marziale in Polonia. I principali attivisti del sindacato indipendente “Solidarność” furono arrestati, così come le persone vagamente associate all'opposizione democratica.

Antoni Heda, che viveva nel villaggio di Kanie vicino a Varsavia, fu tra quelli arrestati dalle squadre di milizia e esbecja (servizi di sicurezza). Questo benemerito comandante partigiano dei tempi dell'occupazione

tedesca e della cospirazione indipendentista del dopoguerra era stato imprigionato più volte già negli anni 40: dai sovietici, dai tedeschi e infine dai comunisti nazionali. Poco dopo il suo sessantacinquesimo compleanno, fu di nuovo considerato dal regime rosso come una minaccia alla “sicurezza dello Stato e all’ordine pubblico”. Così, fu mandato in un centro di detenzione a Varsavia-Białołęka. In un altro centro, a Łęczyca, c’era un medico di Łódź, Marek Edelman, che nel 1943 era stato uno dei leader dell’eroica rivolta nel ghetto di Varsavia.

Ciò che accadde in Polonia in quel gelido dicembre e nei mesi successivi è talvolta definito come la guerra polacco-Jaruzelski. Wojciech Jaruzelski, l’uomo numero uno dell’apparato comunista, dichiarò guerra al suo stesso popolo. Arrivò al punto di portare i carri armati nelle strade per schiacciare le aspirazioni di libertà del popolo, simboleggiate dal multimilionario movimento di “Solidarność”. Fu il periodo forse di più grande terrore e illegalità dai tempi dello stalinismo. Ancora una volta, come nel 1956 e nel 1970, le autorità che si definirono governi popolari spararono sui lavoratori. La “pacificazione” della miniera di carbone “Wujek” di Katowice, in sciopero, il 16 dicembre 1981 provocò nove morti. Il numero di internati in tutta la Polonia si avvicinò a 10 000. Anche le prigioni si riempirono velocemente. Ewa Kubasiewicz di Gdynia – partecipante allo sciopero e coautrice del volantino che invitava alla resistenza – fu condannata a dieci anni di reclusione! Condanne draconiane minacciavano di essere applicate anche per gli slogan “Abbasso il comunismo” dipinti sui muri.

In quel periodo difficile, la Polonia era sulla bocca di tutti. I regimi comunisti, guidati dall'Unione Sovietica, sostenevano con fermezza Jaruzelski. Le simpatie dell'Occidente erano inequivocabilmente dalla parte dei perseguitati. A Parigi, Monaco, Roma e persino nella lontana Melbourne, le manifestazioni di solidarietà con i polacchi si svolgevano a migliaia. Ci fu un'ondata senza precedenti di aiuti umanitari disinteressati per il nostro Paese. Pacchetti e trasporti con cibo, medicine e altri doni affluirono in Polonia dalla Germania occidentale, dalla Francia e dalla Svezia. Diedero ai beneficiari - comprese le famiglie delle persone represses - un momento di gioia in tempi bui.

Papa Giovanni Paolo II fu solidale con i suoi compatrioti perseguitati durante quei mesi tristi. Fece appello alla squadra di Jaruzelski: "La forza e la dignità del potere si esprimono (...) nel dialogo, non nell'uso della violenza." Insistette sul rispetto dei "diritti di ogni uomo e cittadino", e condannò gli effetti della "sfortunata legge marziale". In quella Vigilia di Natale, una candela fu accesa alla finestra dell'appartamento papale, chiaramente visibile da Piazza San Pietro in Vaticano, come segno di solidarietà con la nazione sofferente.

Ronald Reagan decise di fare lo stesso gesto alla Casa Bianca. Il presidente americano invitò i suoi compatrioti ad accendere le candele alle loro finestre. "Noi, popolo del mondo libero, siamo solidali con i nostri fratelli polacchi. La loro causa è la nostra causa, e le nostre preghiere e speranze vanno a loro in questo Natale", disse in un memorabile discorso televisivo il 23 dicembre 1981.

La campagna "Accendi la luce della libertà" dell'Instytut Pamięci

Narodowej (Istituto della Memoria Nazionale) (IPN), istituzione che ho l'onore di dirigere, si riferisce oggi ai gesti di Giovanni Paolo II e di Reagan. Ogni 13 dicembre incoraggiamo i polacchi, ma anche le persone di tutto il mondo, ad accendere una candela alla loro finestra o una virtuale su Internet - e in questo modo commemoriamo le vittime della legge marziale. Continueremo questa azione ogni anno.

40 anni fa, ebbe anche una grande risonanza il programma televisivo "Let Poland be Poland" (Che la Polonia sia la Polonia), trasmesso il 31 gennaio 1982 e visto da quasi 200 milioni di spettatori in decine di Paesi. Il programma si riferiva alla Giornata di Solidarietà con la Polonia annunciata dall'amministrazione americana. Vi figuravano, oltre ai politici, artisti famosi come Paul McCartney, Kirk Douglas e Frank Sinatra. Quest'ultimo cantò addirittura in polacco.

La trasmissione "Let Poland be Poland" attirò l'interesse dei servizi segreti comunisti in Polonia. Una videocassetta con una versione abbreviata mostrata dalla televisione della Germania Ovest è oggi conservata nell'Archivio IPN di Varsavia, insieme ad altri materiali sequestrati dai servizi segreti. L'Archivio mette anche a disposizione di ricercatori e giornalisti polacchi e stranieri centinaia di volumi di dossier del periodo della legge marziale. Grazie a questa eredità, non siamo condannati alle memorie zoppe di Jaruzelski, che anni dopo cercò di presentare la legge marziale come il "male minore" - una difesa del Paese contro il presunto minaccioso intervento sovietico. Nonostante la distruzione di massa degli archivi alla fine del sistema comunista, sopravvissero numerosi materiali che minano la narrazione



di Jaruzelski e dei suoi collaboratori. I nostri ricercatori e educatori fanno volentieri uso di questa risorsa. Attraverso loro, la verità sulla legge marziale si sta lentamente facendo strada in circoli sempre più ampi dell'opinione pubblica.

Molti polacchi vissero dopo il 1989 con un senso di ingiustizia della trasformazione. Coloro che si opposero al regime ai tempi del comunismo spesso pagarono un prezzo alto per questo: carcere, carriere interrotte, a volte emigrazione, vite private distrutte. I loro oppressori e i responsabili dell'epoca di solito superarono il cambio di regime a piedi asciutti, vivendo senza preoccupazioni in una Polonia libera. Solo nel 2014, Jaruzelski fu deposto con gli onori al Cimitero militare Powązki di Varsavia - l'Arlington polacco. Oggi, l'Instytut Pamięci Narodowej (Istituto della Memoria Nazionale) cerca - per quanto ancora possibile - di rimediare a questa negligenza. I procuratori dell'IPN chiedono la revoca dell'immunità per quei giudici e procuratori che, durante la legge marziale e negli anni successivi, perseguirono o condannarono attivisti dell'opposizione. Non possiamo tornare indietro nel tempo, ma è dovere di uno Stato democratico di diritto sforzarsi di ristabilire la giustizia elementare.

**Karol Nawrocki, Presidente del Instituto de la Memoria Nacional**

---

## Tanques contra "Solidaridad"

Hace 40 años que el Liverpool FC ganó la Copa de Europa, que se formó el grupo musical Metallica y que Robert de Niro recogió un Oscar por su gran interpretación del boxeador Jake LaMotta

en Toro Salvaje. En Polonia, el año 1981 estuvo marcado por otro acontecimiento: el régimen comunista declaró la guerra a su propio pueblo.

El escenario era similar en todas partes: fuertes golpes en las puertas, a veces irrumpiendo por la fuerza, destrozando la vivienda, intimidando o incluso golpeando. Se daba normalmente un momento para poder vestirse, después se producía la brutal separación de los seres queridos y la incertidumbre del mañana. Para más de 3000 internados, así se puede describir la noche del 12 al 13 de diciembre de 1981: la primera noche de la ley marcial en Polonia. Se detuvo a destacados activistas del sindicato independiente “Solidaridad”, así como a personas que estaban vagamente relacionadas con la oposición democrática.

Antoni Heda, que vivía en el pueblo de Kanie, cerca de Varsovia, fue uno de los perseguidos por la milicia y la policía secreta. Este veterano comandante partisano de los tiempos de la ocupación alemana y de la conspiración independentista de la posguerra fue encarcelado varias veces ya en los años 40: por los soviéticos, los alemanes y, finalmente, los comunistas nacionales. Poco después de cumplir los sesenta y cinco años, fue de nuevo declarado por el régimen rojo como una amenaza para “la seguridad del Estado y el orden público”. Fue conducido a un centro de detención en Varsovia-Białołęka. En otro de estos centros, en Łęczyca, se encontraba el médico de Łódź Marek Edelman, uno de los líderes del heroico levantamiento del gueto de Varsovia en 1943.

Lo que ocurrió en Polonia aquel gélido diciembre, y en los meses siguientes, se ha conocido a veces como la guerra polaco-jaruzelska. Wojciech Jaruzelski, el número uno del aparato de poder comunista, declaró la guerra a su propio pueblo. Llegó a sacar los tanques a la calle para aplastar las aspiraciones de libertad del pueblo, simbolizadas por el multitudinario movimiento “Solidaridad”. Fue el período de quizás mayor terror y anarquía desde los tiempos del estalinismo. Una vez más, al igual que en 1956 y 1970, las autoridades que se autodenominaban “poder popular” dispararon contra los trabajadores. La “pacificación” de la mina en huelga “Wujek” de Katowice, el 16 de diciembre de 1981, se saldó con nueve víctimas mortales. El número de internados en toda Polonia fue de aproximadamente 10 000 personas. Las cárceles también se llenaron rápidamente. Ewa Kubasiewicz, de Gdynia, participante en la huelga y coautora del folleto que llamaba a la resistencia, ¡fue condenada a diez años de prisión! También se amenazaba con sentencias draconianas, por ejemplo, por pintar en las paredes consignas como “Abajo el comunismo”.

Durante este difícil período, Polonia estuvo en boca de todo el mundo. Los regímenes comunistas, encabezados por la Unión Soviética, apoyaron a Jaruzelski. Las simpatías occidentales estaban inequívocamente del lado de los perseguidos. En París, Múnich, Roma e incluso en lugares tan lejanos como Melbourne, se produjeron miles de manifestaciones de solidaridad con los polacos. Se puso en marcha de forma desinteresada una ola de ayuda humanitaria sin precedentes para nuestro país. Paquetes y transportes con alimentos, medicinas y

otros donativos llegaron a Polonia desde Alemania Occidental, Francia y Suecia. Para los beneficiarios, incluidas las familias de los reprimidos, supusieron un momento de alegría en tiempos oscuros.

El Papa Juan Pablo II se solidarizó con sus compatriotas perseguidos durante esos sombríos meses. “La fuerza y la autoridad del poder se expresan a través (...) del diálogo, no mediante el uso de la violencia”, apelaba al equipo de Jaruzelski. Insistía en el respeto de “los derechos de todo hombre y ciudadano” y denunciaba los efectos de la “desafortunada ley marcial”. En esa Nochebuena, en la ventana de la vivienda papal, claramente visible desde la Plaza de San Pedro en el Vaticano, se encendió una vela, en señal de solidaridad con el pueblo que sufre.

Ronald Reagan decidió realizar el mismo gesto en la Casa Blanca. El presidente estadounidense pidió a sus compatriotas que también encendieran velas en sus ventanas. “Nosotros, los pueblos del Mundo Libre, nos solidarizamos con nuestros hermanos y hermanas polacos. Su causa es nuestra causa, y en esta Navidad nuestras oraciones y esperanzas van dirigidas a ellos”, declaraba en un memorable discurso televisado el 23 de diciembre de 1981.

La campaña “Enciende la luz de la libertad” del Instituto de la Memoria Nacional (IPN), institución que tengo el honor de dirigir, se refiere hoy a estos gestos de Juan Pablo II y Reagan. Cada 13 de diciembre animamos a los polacos, pero también a las personas de todo el mundo, a que enciendan una vela en su ventana o una virtual en internet, para conmemorar de esta forma a las víctimas de la ley

marcial. Continuaremos con esta acción cada año.

Hace 40 años, el programa de televisión “Let Poland be Poland” (Dejemos que Polonia sea Polonia) también tuvo una gran resonancia, fue emitido el 31 de enero de 1982 y visto por casi 200 millones de espectadores en decenas de países. El programa hacía referencia al Día de la Solidaridad con Polonia anunciado por la administración estadounidense. Además de con políticos, contó con artistas famosos como Paul McCartney, Kirk Douglas y Frank Sinatra. Este último incluso cantó una canción en polaco.

La emisión de “Let Poland be Poland” atrajo el interés de los servicios secretos comunistas de Polonia. La cinta de vídeo con la versión abreviada mostrada en la televisión de Alemania Occidental se encuentra hoy en el Archivo del IPN en Varsovia, junto con otros materiales incautados a la policía secreta. También ponemos a disposición de investigadores y periodistas de Polonia y del extranjero cientos de volúmenes de archivos del período de la ley marcial. Gracias a este legado, no estamos condenados a las “suavizadas” memorias de Jaruzelski, que años después intentó presentar la ley marcial como un “mal menor”: una defensa del país contra la supuesta amenaza de intervención soviética. A pesar de la destrucción masiva de archivos realizada durante los últimos años del sistema comunista, han sobrevivido numerosos materiales que socavan la narrativa de Jaruzelski y sus colaboradores. Nuestros investigadores y educadores están muy interesados en la utilización de estos recursos. A través de ellos, la verdad sobre la ley marcial se abre paso lentamente en

círculos cada vez más amplios de la opinión pública.

Muchos polacos vivieron después de 1989 con una sensación de injusticia transformadora. Aquellos que se oponían al régimen en la época comunista a menudo pagaron un alto precio por ello: el encarcelamiento, la quiebra de carreras profesionales, en algunos casos la emigración, y la destrucción de la vida privada. Sus opresores y responsables de aquella época superaron en la mayoría de los casos el cambio de régimen sin ninguna repercusión, viviendo despreocupados en una Polonia libre. Jaruzelski fue incluso enterrado en 2014 con honores en el Cementerio Militar de Powązki, en Varsovia, el Arlington polaco. Hoy en día, el Instituto de la Memoria Nacional intenta, en la medida de lo posible, compensar este abandono. Los abogados del IPN solicitan el levantamiento de la inmunidad de los jueces y fiscales que procesaron o condenaron a opositores durante la ley marcial y en los años posteriores. No podemos hacer retroceder el tiempo, pero es el deber de un Estado de Derecho democrático luchar por la restauración de la justicia elemental.

**Karol Nawrocki, глава Института национальной памяти**

---

**Танки против «Солидарности»**

**40 лет тому назад ФК «Ливерпуль» завоевал Кубок европейских чемпионов, образовалась музыкальная группа «Metallica», а Роберт Де Ниро получил Оскара за великолепную роль боксера Джейка Дамотты, сыгранную в «Бешеном быке». В Польше 1981 год ознаменован другим**

## **событием: коммунистический режим объявил войну собственному народу.**

Сценарий был везде похож: громкие удары в двери, иногда вторжение силой, разрушение квартиры, запугивание или даже избиение. Обычно оставляли считанные минуты, чтобы одеться, потом – жесткое разделение с ближайшими и неуверенность в завтрашнем дне. Для более чем 3 тысяч интернированных именно так выглядела ночь на 13 декабря 1981 г. – первая ночь военного положения в Польше. Задерживали главных деятелей независимого профессионального союза «Солидарность», но вместе с тем и лиц, имеющих менее тесные связи с демократической оппозицией.

Среди тех, за кем тогда пришли отряды, состоящие из милиционеров и сотрудников службы безопасности, был Антони Хеда, живущий в селе Кане под Варшавой. Этот заслуженный партизанский командующий времен немецкой оккупации и послевоенной освободительной конспирации уже в сороковые годы несколько раз помещался в тюрьму: советскими, немецкими властями, и наконец, также отечественными коммунистами. Вскоре после своего шестьдесят пятого дня рождения, красный режим опять признал его лицом, представляющим угрозу для «государственной безопасности и общественного порядка». Его поместили в место заключения в районе Бялоленка города Варшавы. В другое место – в городе Ленчице – был помещен лодзинской врач Марек Эдельман, один из руководителей

героического восстания в Варшавском гетто.

То, что происходило в Польше в тот морозный декабрь и в последующие месяцы, иногда называют польско-ярузельской войной. Войцех Ярузельский, человек номер один в коммунистическом аппарате власти, объявил войну собственному народу. Он пошел на то, чтобы вывести на улицы танки, подавить стремления общества к свободе, которые символизировало имеющее миллионы членов движение «Солидарности». Наступил период, пожалуй, самого большого террора и беззакония со времен сталинизма. Власть, представляющая себя как народная, еще раз – как в 1956 и 1970 годах – стреляла в рабочих.

«Усмирение» бастующей шахты «Вуек» в г. Катовице 16 декабря 1981 года унесло жизни девяти человек. Число интернированных по всей Польше достигало 10 тысяч. Быстро заполнялись тюрьмы. Эва Кубасевич из г. Гдыни – участница забастовки и соавтор листовки, призывающей к сопротивлению – была приговорена к десяти годам лишения свободы! Драконовские приговоры угрожали даже за написанные не стенах слова «Долой с коммуной», последнее из которых являлось презрительным определением коммунистического режима.

В это трудное время Польша оставалась на устах всего мира. Коммунистические режимы с Советским Союзом во главе встали стеной за Ярузельского. Симпатии Запада однозначно оставались на стороне преследуемых. В Париже, Мюнхене, Риме, и даже далеком Мельбурне прошли многотысячные манифестации



солидарности с поляками. Поднялась беспрецедентная волна бескорыстной гуманитарной помощи для Польши. Из ФРГ, Франции или Швеции плыли в Польшу посылки и контейнеры с продовольствием, лекарствами и другими подарками.

Бенефициарам, в том числе семьям репрессированных людей, они приносили мгновения радости в это мрачное время.

Солидарен с преследуемыми соотечественниками был в эти месяцы папа римский Иоанн Павел II. «Сила и авторитет власти выражается в (...) диалоге, а не в применении насилия», – обращался к группе Ярузельского. Он напоминал об уважении к «правам каждого человека и гражданина», осуждал последствия «несчастливого военного положения». В Рождественский сочельник того года в окне папского апартаментов, хорошо видимом с ватиканской площади св. Петра горела свеча – знак солидарности со страдающим народом.

Такой же жест решился сделать в Белом доме Рональд Рейган. Президент США обратился к своим соотечественникам, чтобы они тоже зажгли свечи в своих окнах. «Мы, люди Свободного мира солидаризируемся с нашими польскими братьями и сестрами. Их дело – нашим делом, а наши молитвы и надежды стремятся к ним в это Рождество», – сказал в достопамятном выступлении на телевидении от 23 декабря 1981 года.

О жестах Иоанна Павла II и Рейгана сегодня напоминает акция «Зажги свет свободы» польского Института национальной памяти (ИНП) – учреждения, руководить которым имею честь. Каждого 13

декабря мы приглашаем поляков и людей во всем мире зажечь свечу в окне или виртуальную в Интернете, и таким образом почтить жертв военного положения. Эта акция будет нами продолжаться ежегодно.

40 лет тому назад широкий отклик нашла также телепередача «Let Poland be Poland» (Чтобы Польша была Польшей), транслированная 31 января 1982 года, которую посмотрели почти 200 миллионов зрителей в десятках стран. Передача продолжала тему Дня солидарности с Польшей, объявленного американской администрацией. В ней выступили, кроме политиков, известные артисты, такие как Пол Маккартни, Кирк Дуглас или Франк Синатра. Последний даже спел по-польски.

Передачей «Let Poland be Poland» заинтересовались даже коммунистические секретные службы в Польше. Видеокассета с сокращенной версией, транслированной на телевидении в Западной Германии, как и другие материалы, перенятые от службы безопасности, хранится в Архиве ИНП в Варшаве. В этом архиве мы также предоставляем ученым и журналистам из Польши и заграницы доступ к сотням томов материалов периода военного положения. Благодаря этому наследию мы не обречены на приторные воспоминания Ярузельского, который спустя годы пытался представить военное положение как «меньшее зло» – защиту страны от якобы угрожающего ему советского вмешательства. Несмотря на массовое уничтожение материалов на закате коммунистической системы сохранились

многочисленные материалы, ставящие под вопрос нарратив Ярузельского и его сотрудников. Наши ученые и тренеры охотно пользуются этим ресурсом. Посредством этих людей правда о военном положении медленно пробивается к все более широким кругам общественного мнения.

Многие поляки после 1989 годы жили в ощущении трансформационной несправедливости. Те, кто в коммунистическое время сопротивлялся режиму, нередко дорого за это платили – тюрьмой, сломанной карьерой, иногда – эмиграцией, разрушенной личной жизнью. Их палачи и тогдашние руководители обычно смену системы переходили без препятствий и в свободной Польше они жили, никем не беспокоены.

Ярузельский еще в 2014 году был с почестями похоронен на варшавском военном кладбище Повонзки – польском Арлингтоне. Институт национальной памяти пытается сегодня настолько, насколько это еще возможно, исправить эти упущения.

Прокураторы ИНП обращаются о снятии иммунитета с судей и прокуроров, преследовавших оппозиционеров или выносивших им приговоры во время военного положения и в последующие годы. Время назад мы не вернем, но стремиться к возвращению элементарной справедливости – долг каждого демократического правового государства.

**Karol Nawrocki, Prezes Instytutu Pamięci Narodowej**

---

## Czołgi przeciwko „Solidarności”

### **40 lat temu FC Liverpool zdobył Puchar Europy, powstał zespół**

**muzyczny Metallica, a Robert de Niro odebrał Oscara za świetną rolę boksera Jake'a LaMotty we *Wściekłym Byku*. W Polsce rok 1981 naznaczyło inne wydarzenie: komunistyczny reżim wypowiedział wojnę własnemu narodowi.**

Scenariusz wszędzie był podobny: głośnie walenie do drzwi, nieraz wdzieranie się siłą, demolowanie mieszkania, zastraszanie lub nawet bicie. Na ubranie się zwykle dawano chwilę, potem były brutalna rozłąka z najbliższymi i niepewność jutra. Dla ponad 3 tysięcy internowanych tak właśnie wyglądała noc z 12 na 13 grudnia 1981 r. – pierwsza noc stanu wojennego w Polsce. Zatrzymywano czołowych działaczy niezależnego związku zawodowego „Solidarność”, ale też osoby luźniej związane z opozycją demokratyczną.

Wśród tych, po których przyszły wtedy milicyjno-esbeckie ekipy, był Antoni Heda, mieszkający w podwarszawskiej wsi Kanie. Ten zasłużony dowódca partyzancki z czasów okupacji niemieckiej i powojennej konspiracji niepodległościowej już w latach czterdziestych był kilkakrotnie więziony: przez Sowieców, Niemców, a w końcu rodzimych komunistów. Krótco po sześćdziesiątych piątym urodzinach znów został uznany przez czerwony reżim za osobę zagrażającą „bezpieczeństwu państwa i porządkowi publicznemu”. Trafił do ośrodka odosobnienia w Warszawie-Białołęce. W innym ośrodku – w Łęczycy – znalazł się łódzki lekarz Marek Edelman, w 1943 roku jeden z przywódców bohaterskiego powstania w getcie warszawskim.

To, co działo się w Polsce tamtego mroźnego grudnia i w kolejnych miesiącach, jest niekiedy nazywane wojną polsko-jaruzelską. Wojciech

Jaruzelski, człowiek numer jeden w komunistycznym aparacie władzy, wypowiedział wojnę własnemu narodowi. Posunął się do wyprowadzenia na ulice czołgów, by zdusić dążenia wolnościowe społeczeństwa, symbolizowane przez wielomilionowy ruch „Solidarności”.

Nastał okres bodaj największego terroru i bezprawia od czasów stalinizmu. Władza mieniąca się ludową raz jeszcze – tak jak w latach 1956 i 1970 – strzelała do robotników. „Pacyfikacja” strajkującej kopalni „Wujek” w Katowicach z 16 grudnia 1981 roku przyniosła dziewięć ofiar śmiertelnych. Liczba internowanych w całej Polsce zbliżyła się do 10 tysięcy. Szybko zapełniały się też więzienia. Ewa Kubasiewicz z Gdyni – uczestniczka strajku i współautorka ulotki wzywającej do oporu – została skazana na karę dziesięciu lat pozbawienia wolności! Drakońskie wyroki groziły też choćby za malowanie na murach napisów „Precz z komuną”.

W tym trudnym okresie Polska była na ustach całego świata. Komunistyczne reżimy ze Związkiem Sowieckim na czele stały murem za Jaruzelskim. Sympatie Zachodu były jednoznacznie po stronie prześladowanych. W Paryżu, Monachium, Rzymie, a nawet odległym Melbourne odbyły się wielotysięczne manifestacje solidarności z Polakami. Ruszyła bezprecedensowa fala bezinteresownej pomocy humanitarnej dla naszego kraju. Z RFN, Francji czy Szwecji płynęły do Polski paczki i transporty z żywnością, lekarstwami i innymi darami. Beneficjentom – w tym rodzinom osób represjonowanych – dawały chwilę radości w mrocznych czasach.

Solidarny z prześladowanymi rodakami był w tych ponurych miesiącach papież Jan Paweł II. „Siła i powaga władzy wyraża się w (...) dialogu, a nie w użyciu przemocy” – apelował do ekipy Jaruzelskiego. Upominał się o poszanowanie „praw każdego człowieka i obywatela”, piętnował skutki „nieszczęsnego stanu wojennego”. W tamtą Wigilię w oknie apartamentu papieskiego, dobrze widocznym z watykańskiego pl. Świętego Piotra, zapłonęła świeca – znak solidarności z cierpiącym narodem.

Na ten sam gest zdecydował się w Białym Domu Ronald Reagan. Prezydent USA wezwał rodaków, by także oni zapalili w swych oknach świece. „My, ludzie Wolnego Świata, solidaryzujemy się z naszymi polskimi braćmi i siostrami. Ich sprawa jest naszą sprawą, a nasze modlitwy i nadzieje kierują się ku nim w to Boże Narodzenie” – powiedział w pamiętnym telewizyjnym przemówieniu z 23 grudnia 1981 roku.

Do gestów Jana Pawła II i Reagana nawiązuje dziś akcja „Zapal Światło Wolności” Instytutu Pamięci Narodowej (IPN) – instytucji, którą mam zaszczyt kierować. Każdego 13 grudnia zachęcamy Polaków, ale także ludzi na całym świecie, by zapalili świeczkę w oknie lub wirtualną w internecie – i w ten sposób upamiętnili ofiary stanu wojennego. Ta akcja będzie przez nas co roku kontynuowana.

40 lat temu wielki rezonans miał również program telewizyjny „Let Poland be Poland” (Żeby Polska była Polską), wyemitowany 31 stycznia 1982 roku i obejrzany przez niemal 200 mln widzów w kilkudziesięciu krajach. Program nawiązywał do Dnia Solidarności z Polską

ogłoszonego przez amerykańską administrację. Wystąpili w nim – oprócz polityków – słynni artyści, jak Paul McCartney, Kirk Douglas czy Frank Sinatra. Ten ostatni zaśpiewał nawet po polsku.

Audycją „Let Poland be Poland” zainteresowały się komunistyczne tajne służby w Polsce. Kasetę wideo ze skróconą wersją pokazaną w zachodnioniemieckiej telewizji jest dziś, tak jak inne materiały przejęte po bezpiece, przechowywana w Archiwum IPN w Warszawie.

Udostępniamy też w nim naukowcom i dziennikarzom z Polski i zagranicy setki tomów akt z okresu stanu wojennego. Dzięki tej spuściźnie nie jesteśmy skazani na lukrowane wspomnienia Jaruzelskiego, który po latach stan wojenny próbował przedstawić jako „mniejsze zło” – obronę kraju przed grożącą mu rzekomo interwencją sowiecką. Mimo masowego niszczenia akt u schyłku systemu komunistycznego zachowały się liczne materiały podważające narrację Jaruzelskiego i jego współpracowników. Nasi naukowcy i edukatorzy chętnie korzystają z tego zasobu. Za ich pośrednictwem prawda o stanie wojennym powoli przebija się do coraz szerszych kręgów opinii publicznej.

Wielu Polaków żyło po roku 1989 w poczuciu niesprawiedliwości transformacyjnej. Ci, którzy w czasach komunistycznych sprzeciwiali się reżimowi, nieraz płacili za to wysoką cenę – więzieniem, złamaną karierą, niekiedy emigracją, zniszczonym życiem prywatnym. Ich oprawcy i ówcześni decydenci zazwyczaj przechodzili suchą stopą przez zmianę systemu, żyli nieniepokojeni w wolnej Polsce. Jaruzelski jeszcze w 2014 roku spoczął z honorami na warszawskich Powązkach

Wojskowych – polskim Arlington. Instytut Pamięci Narodowej stara się dziś – na tyle, na ile to jeszcze możliwe – nadrobić te zaniedbania. Prokuratorzy IPN występują o uchylenie immunitetów tym sędziom i prokuratorom, którzy w stanie wojennym i w kolejnych latach ścigali bądź skazywali opozycjonistów. Czasu nie cofniemy, ale dążenie do przywrócenia elementarnej sprawiedliwości jest obowiązkiem demokratycznego państwa prawa.

---

## Opcje strony

- [Print this page](#)
  - [Generate PDF of this page](#)
  - [Notify about this page](#)
  - Share this article
- [Share on Facebook](#)
- [Share on Twitter](#)